



BRUXELLES
1^{ER} & 4-5 AVRIL 2019



RÉUNION RESTREINTE

RELEVÉ DE CONCLUSIONS

SQUARE, PALAIS DES CONGRÈS

Placée sous les auspices des Commissions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la réunion restreinte rassemble les principales parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la région. Elle est co-organisée par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE).

1^{ER} AVRIL : GROUPE RESTREINT DU RPCA, RÉFLEXION SUR LE GENRE ET ANALYSE DU CADRE HARMONISÉ

2-3 AVRIL : CONFÉRENCE « ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN TEMPS DE CRISE »

4 AVRIL : SITUATION AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

5 AVRIL : GROUPE D'EXPERTS SENIORS DE L'ALLIANCE GLOBALE POUR LA RÉSILIENCE (SEG-AGIR)

1. La réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) s'est inscrite dans le prolongement de la conférence « Alimentation et agriculture en temps de crise », organisée dans le cadre du Réseau mondial contre les crises alimentaires. Les membres ont examiné les résultats définitifs de la campagne agropastorale 2018-19, la situation des marchés de denrées alimentaires, l'environnement socio-économique et leurs implications sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans la région. La réunion a examiné le suivi des engagements en faveur du renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables. En marge des travaux, le groupe restreint des membres du RPCA et son Comité d'orientation ont passé en revue la mise en œuvre de divers chantiers et de son plan de réforme.

2. La campagne agropastorale 2018-19 a été globalement bonne. La production céréalière totale s'élève à 73.2 millions de tonnes, en hausse de 17.7 % par rapport à la moyenne quinquennale et de 6.6 % comparée à la campagne précédente. Toutefois, quelques pays ont enregistré des baisses significatives

comparativement à la production de la campagne dernière, notamment en Gambie (-24.3 %) et en Sierra Leone (-15.7 %). La production de racines et de tubercules, évaluée à 185 millions de tonnes, est en hausse de 19.9 % comparée à la moyenne des cinq dernières années. C'est également le cas des productions de légumineuses et d'oléagineux évaluées à 26.4 millions de tonnes, soit une hausse de 30 % comparée à la moyenne quinquennale. La production fourragère est relativement bonne, mais l'accès aux pâturages demeure difficile dans les zones d'insécurité au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Tchad ; des risques d'épizootie sont à craindre en raison de la forte concentration du bétail dans les rares zones de pâturage facilement accessibles. Les marchés des denrées alimentaires demeurent bien approvisionnés et les prix des céréales locales sont globalement en baisse, à l'exception de certains pays où l'inflation est plus élevée (Ghana, Libéria, Mauritanie, Nigéria et Sierra Leone). Dans les mois à venir, la hausse des prix des denrées restera dans la fourchette des prix habituellement observés, mais sera toutefois plus forte jusqu'à la fin de la période de soudure dans les zones d'insécurité.



- 3.** L'analyse du Cadre harmonisé confirme une insécurité alimentaire et nutritionnelle persistante dans le Sud-Est de la Mauritanie et dans les zones d'insécurité (Nord et Ouest du Tchad, Est et Ouest du Niger, Nord-Est du Nigéria, Est et Nord du Burkina Faso, Centre et Nord du Mali). Sur l'ensemble de la région, 4,8 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle, dont 2 millions au Nigéria. Si des mesures appropriées ne sont pas prises, près de 9,7 millions de personnes seront concernées pendant la soudure en juin-août 2019, parmi lesquelles 450 000 en phase d'urgence (308 000 au Nigéria ; 41 000 en Mauritanie ; 30 000 au Niger ; 26 000 au Burkina Faso ; 24 000 au Mali et 22 000 au Tchad). La situation nutritionnelle demeure préoccupante, avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale dépassant le seuil d'urgence (> 15 %) dans plusieurs zones au Tchad, au Nord-Est du Nigéria, au Niger, en Mauritanie, au Burkina Faso, en Gambie, au Mali et au Sénégal.
- 4.** Au regard de la situation, les membres recommandent aux États et à leurs organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA et CILSS) de trouver rapidement les solutions durables (politiques, économiques et sociales) s'attaquant aux causes profondes des problèmes, afin de mettre fin à la spirale des conflits intercommunautaires. Ils exhortent les États et leurs partenaires à mobiliser les ressources nécessaires pour accélérer la mise à l'échelle des approches multisectorielles de nutrition associant des mesures de traitement, de prévention et de protection sociale.
- 5.** Capitalisant sur l'analyse de la mise en œuvre des plans de réponse, les participants insistent sur la nécessité d'harmoniser les méthodes de ciblage et de renforcer le suivi-évaluation. Ils recommandent par ailleurs aux États de conduire une évaluation de l'efficacité de l'assistance alimentaire et nutritionnelle dans les zones en crise sécuritaire.
- 6.** L'analyse réalisée dans le Liptako-Gourma par le Groupe de travail sur la résilience du système des Nations Unies et l'Unité crises et fragilités de l'OCDE, confirme que la précarité alimentaire et nutritionnelle est exacerbée par la crise sécuritaire ainsi que par des facteurs structurels de vulnérabilité (pauvreté, croissance démographique, chômage des jeunes et insuffisance des services sociaux de base). Outre les flux de réfugiés et de déplacés internes, la crise sécuritaire a entraîné la fermeture de plus de 2 000 écoles. Les membres du Réseau recommandent que l'ensemble des parties prenantes (acteurs humanitaires, de sécurité et de développement) fédèrent davantage leurs efforts à travers des approches mieux coordonnées de planification et d'intervention centrées sur le renforcement de la résilience. L'étude sur les femmes et les réseaux marchands du CSAO/OCDE confirme la nécessité de libérer le potentiel économique des femmes par l'augmentation de leur capital social.
- 7.** À l'occasion de la conférence « Alimentation et agriculture en temps de crise », les membres du Réseau mondial contre les crises alimentaires ont réaffirmé la nécessité de :
 - i) privilégier les approches s'attaquant prioritairement aux causes profondes des crises alimentaires et nutritionnelles et non aux symptômes ;
 - ii) travailler ensemble et de manière multi- et intersectorielle autour du nexus humanitaire-développement-paix afin de répondre efficacement aux défis multifactoriels des crises alimentaires et nutritionnelles.Dans leur Déclaration commune, les participants encouragent le Réseau mondial à poursuivre et renforcer son action visant à rassembler les parties prenantes autour de la production d'une information consensuelle, du dialogue et de la coordination. Ils interpellent toutefois les parties prenantes sur le fait que la concrétisation du « Travailler ensemble » requiert beaucoup de sacrifices de tous, notamment de la part des partenaires au développement qui doivent dépasser leurs différences et s'engager davantage dans l'alignement au bénéfice de la cohérence, de l'efficacité et du renforcement du leadership des institutions et acteurs locaux. S'appropriant les recommandations du Réseau mondial et conscient de l'ampleur des répercussions sécuritaires sur la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle, le RPCA recommande à la CEDEAO d'organiser en urgence une concertation de haut niveau sur les zones transfrontalières en crise sécuritaire autour du nexus humanitaire-développement-paix. Cette conférence aura pour objectif de trouver des solutions idoines pour mettre durablement fin au cycle de crises humanitaires, alimentaires et nutritionnelles.
- 8.** Les membres de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR), réunis lors de leur session du Groupe d'experts seniors, ont échangé sur l'expérience gambienne de renforcement de la résilience, ainsi que sur quelques initiatives de résilience intégrées en zones d'insécurité au Burkina Faso. Sur la base des bonnes pratiques en zones de conflit, les parties prenantes réaffirment la nécessité de renforcer le nexus humanitaire-développement-paix à travers la mise en œuvre d'approches multisectorielles, participatives et inclusives, avec un rôle renforcé des communautés, des autorités locales et des organisations de la société civile. Elles insistent sur la nécessité de mise à l'échelle des bonnes pratiques. Par ailleurs, elles réaffirment le rôle central des stocks alimentaires, notamment ceux de proximité dans le renforcement de la résilience des plus vulnérables et exhortent les États, leurs organisations régionales et partenaires à rechercher des solutions durables aux défis de pérennisation financière et d'amélioration de la qualité des produits stockés.
- 9.** Le Groupe restreint des membres du Réseau insiste sur l'urgence de renforcer l'intégration des dimensions genre et de vulnérabilité pastorale dans les instruments de collecte des données requises pour l'analyse du Cadre harmonisé. Tout en exhortant les membres à respecter les principes de la Charte PREGEC sur l'information, le groupe recommande d'accélérer la réalisation de l'étude régionale sur la qualité et la fiabilité de l'information. Il recommande également que la 3^e évaluation externe de la Charte PREGEC soit reportée à 2021 afin de laisser plus de temps à la mise en œuvre des recommandations de la 2^e évaluation.
- 10.** La 35^e réunion annuelle du RPCA, prévue à Conakry, en Guinée, les 2-4 décembre 2019 aura pour thème central « Faire face aux défis de sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation d'insécurité ».